



Selon un communiqué du Bureau de coordination des affaires humanitaires en Haïti (OCHA), plus de 73 000 personnes vivant dans les camps sont menacées d'évictions. Selon l'OCHA, plus de 66 000 personnes déplacées réparties dans 150 camps ont été victimes d'évictions forcées depuis juillet 2010, a appris Haïti Press Network.

Le coordonnateur de l'OCHA M. Ross Mountain après avoir effectué récemment une visite au camp Acra 1 et 2, s'est dit très préoccupé par une telle situation. En effet, selon lui environ 1000 familles vivant dans les camps Acra 1 et 2 ont été récemment contraintes de vider les lieux.

Selon M. Mountain « ces familles avaient subi des intimidations, de violences physiques et la destruction de leurs abris de fortune notamment par le biais d'incendies ».

M. Mountain dit reconnaître le droit des propriétaires à jouir de leurs terrains, il rappelle que la pratique des évictions forcées, a pour conséquence la violation de plusieurs droits humains.

Il rappelle que les autorités haïtiennes ont la responsabilité de promouvoir et protéger les droits de tous les citoyens, particulièrement les déplacés.

Le responsable de l'OCHA a également précisé que la « relocalisation des déplacés devait prendre en compte les procédures légales et garanties par le droit national et international, telles que la mise en demeure, le consentement éclairé et les mesures compensatoires ».